

Le sommet de l'Union pour la Méditerranée, à Paris, s'est achevé sur un bilan mitigé.

mardi 22 juillet 2008, par [Sylvie Chemineau](#)

Le sommet inaugurant l'Union pour la Méditerranée (UPM) s'est tenu, le 13 juillet, au Grand Palais, à Paris. Après avoir accueilli 43 chefs d'Etat des rives Nord et Sud de la Méditerranée, représentant une zone démographique de 750 millions d'habitants, il s'est achevé sur un bilan mitigé.

Même si cette conférence a souvent été décrite comme une réussite sur le plan international, l'organisation des projets qui doivent constituer le fer de lance de la nouvelle Union ainsi que leurs financements, restent encore incertains. Le Président Nicolas Sarkozy peut certes se targuer d'avoir réuni autour de la même table Arabes et Israéliens, en ramenant de surcroît la Syrie dans le concert international. La pertinence et l'efficacité à long terme de cette Union pour la Méditerranée ne paraissent pourtant pas définitivement acquises.

Il est vrai que l'UPM a ravivé les espoirs de paix au Proche-Orient. Les déclarations des chefs d'Etat arabes et du Premier Ministre israélien, Ehoud Olmert, en témoignent. Ainsi, un des premiers aspects significatifs de ce sommet est le retour de la Syrie sur la scène internationale. Mise en quarantaine depuis deux ans, car suspectée d'être le principal commanditaire de l'assassinat, en février 2005, de l'ancien Premier Ministre libanais Rafik Hariri, la Syrie, après sa participation à la conférence d'Annapolis, en novembre dernier, a confirmé les nouvelles orientations de sa politique étrangère. À l'occasion du lancement de l'UPM, elle a préparé la voie pour des négociations avec Michel Sleimane (via l'émir du Qatar), portant notamment sur l'ouverture d'ambassades à Beyrouth et à Damas. C'est un pas important lorsqu'on sait que ce sera une grande première pour ces deux Etats voisins. Toutefois, la Syrie n'a toujours pas exprimé clairement sa volonté de reconnaître la souveraineté du Liban et ne s'est toujours pas engagée sur le tracé de sa frontière avec ce pays, donnant l'impression de continuer à le considérer comme la province qu'elle est depuis toujours dans l'inconscient politique syrien. En parallèle à ce premier effort, la Syrie a évoqué un possible règlement avec Israël, consécutivement aux contacts qui sont les siens, depuis plusieurs mois, avec l'Etat hébreux et qui sont facilités, on le sait, par Ankara. Cet éventuel accord ferait bien sûr écho à ceux qui ont été signés avec Tel-Aviv, en 1979, par l'Egypte et, en 1994, par la Jordanie. Mais il sera sans doute difficile à négocier. Enfin, le dernier apport du sommet de l'UPM a été l'expression de la volonté commune d'Israël et de l'Autorité palestinienne pour trouver une solution au conflit qui les oppose et cela grâce à la médiation de Paris et Washington. Ehoud Olmert a d'ailleurs déclaré, lors du sommet, dans un élan d'enthousiasme, que la paix avec les Palestiniens « n'avait jamais été aussi proche ».

Dans le registre des déceptions, on aura remarqué, outre l'absence annoncée du colonel Kadhafi, celle du Roi Abdallah de Jordanie et surtout celle totalement imprévue du Roi Mohammed VI du Maroc. Ce dernier a prétexté un agenda chargé et un goût peu prononcé pour ce genre d'événements. Le conflit qui perdure entre le Maroc et l'Algérie, à propos du Sahara occidental, semble en être une explication beaucoup plus probable. La Turquie, quant à elle, a décidé au dernier moment de participer au sommet, non sans avoir obtenu du Président français en personne, l'assurance que cela ne remettrait pas en cause sa candidature à l'UE. Ankara, en outre, n'a probablement pas souhaité se marginaliser sur la scène internationale, au moment où la Turquie connaît une grave crise politique, découlant de l'affaire « Ergenekon » et de la procédure de dissolution engagée contre l'AKP, le parti actuellement au pouvoir.

Mais en réalité, le lancement de l'UPM pose des problèmes très concrets qui ont été quelque peu masqués par les déclarations de bonne volonté des dirigeants arabes et israélien. Les imprécisions du Sommet de

Paris, quant au financement des projets et quant à l'organisation de la nouvelle union, sont les principales zones d'ombre. On peut néanmoins dire avec certitude que l'UPM se concentrera sur six champs d'action principaux à savoir : la dépollution de la Méditerranée, la construction d'autoroutes maritimes et terrestres, le renforcement de la protection civile face aux risques de catastrophes naturelles, la création d'un plan solaire méditerranéen, le développement d'échanges universitaires euroméditerranéens (sur le modèle du programme européen Erasmus) et l'aide au développement des PME. Un des principaux facteurs du scepticisme ambiant à l'encontre de l'UPM est l'incertitude qui entoure encore le financement de ces actions. Elle se transforme rapidement en casse-tête dès que l'on étudie les principaux dossiers d'un peu plus près. Le financement des 44 projets liés à la dépollution de la Mer Méditerranée, par exemple, nécessite 2,1 milliards d'euros, selon la Banque Européenne d'Investissement qui a déjà investi plus de 7 milliards d'euros depuis 2002 en Méditerranée. Les fonds communautaires ne peuvent servir, sauf en dernier ressort, au financement de ce genre de projets puisqu'ils sont consacrés, à hauteur de 3 milliards d'euros et jusqu'en 2010, à la Politique Européenne de Voisinage qui privilégie des actions établies par des accords bilatéraux entre pays de la rive Sud et Etats membres de l'UE. Selon la Commissaire Européenne aux Relations Extérieures, Benita Ferrero Waldner, les projets de l'UPM « permettront d'intégrer des acteurs non étatiques, la société civile et les entreprises. » Elle a résumé la démarche de la nouvelle Union, en déclarant : « L'Europe doit être un levier, les capitaux privés un relais ». Mais concrètement qui seront les bailleurs de fonds de l'UPM ? La Banque Mondiale devrait être mise à contribution, la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi que son homologue italienne (Cassa Depositi e Prestiti) ont annoncé le lancement d'un fonds de 600 millions d'euros consacré principalement à investir dans les infrastructures urbaines, dans les transports et dans l'énergie. Paris a également évoqué la participation de fonds souverains, en particulier en matière de projets énergétiques, ce qui signifierait en fait l'entrée en lice de capitaux venant des pays du Golfe. Le Secrétariat de l'UPM, poste convoité par le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, sera chargé de trouver les financements nécessaires à la réalisation des projets, notamment d'attirer des investisseurs dits de second rang.

Par ailleurs, en ce qui concerne la pérennisation de l'UPM, des questions plus institutionnelles se posent également : celles la durée des mandats et des critères de nomination aux postes-clés, notamment. La coprésidence est assurée pour le moment par le Président français Nicolas Sarkozy et le Président égyptien Hosni Moubarak, mais la durée de leurs mandats est encore incertaine. La France serait favorable à deux ans, les pays arabes à 6 mois (à l'instar de ce qui existe actuellement pour la présidence tournante de l'UE). La localisation du siège de l'UPM n'a pas encore été arrêtée et elle est déjà source de rivalités entre différentes villes de la rive Sud de la Méditerranée.

Ainsi, la concrétisation de l'UPM reste une question en suspens. Carl Bildt, le ministre suédois des affaires étrangères a exprimé les doutes ressentis par de nombreux participants par ces quelques mots : « le monde ne va pas être changé en un jour avec l'UPM ». Il y a encore beaucoup de travail à faire et les pays de la « Mare Nostrum » le savent bien. « Nous réussirons ensemble ou nous échouerons ensemble » a dit Nicolas Sarkozy. Il reste à espérer que l'UPM ne sera pas rapidement gagnée par l'inertie pour ne pas devenir un espoir déçu comparable à celui qu'a pu être récemment le Processus de Barcelone.

Sources

Article paru sur le blog de l'OVIPoT Le samedi 19 juillet 2008 sous le titre « [Le sommet de l'Union pour la Méditerranée, à Paris, s'est achevé sur un bilan mitigé.](#) »